

«La Russie est et restera un pays dangereux»

UKRAINE Ex-pilote de l'armée de l'air emprisonnée par la Russie, la députée ukrainienne Nadia Savtchenko est présente ce week-end au salon du Livre et des Cultures pour présenter son autobiographie et débattre.

En 2015, Nadia Savtchenko, pilote des forces de l'air en Ukraine, est accusée par la Russie d'avoir tué deux journalistes russes durant la guerre du Donbass, ce qu'elle a toujours réfuté. Condamnée à 22 ans de prison, elle est libérée quelques mois plus tard en échange de deux prisonniers russes. La jeune femme de 36 ans se lance alors dans la politique et fonde son parti, «La plateforme sociale et politique de Nadia Savtchenko», fermement opposé à la corruption et au président ukrainien, Petro Porochenko.

Entretien avec notre journaliste Tatiana Salvan

Vous êtes venue au Luxembourg dans le cadre du 18^e salon du Livre et des Cultures présenter votre autobiographie, publiée en 2015. Votre histoire est effectivement très particulière...

Nadia Savtchenko : Le livre s'appelle *Nadia, nom fort*, car en ukrainien "Nadia" signifie espoir (NDLR : le livre ne possède pas encore de traduction). Je l'ai écrit durant mon emprisonnement, au 70^e jour de ma grève de la faim. Je me sentais à bout de forces, tant physiquement que moralement. C'est mon avocat qui m'a conseillé de coucher mon histoire sur le papier. J'ai décidé d'écrire toute la vérité sur moi et sur ma vie, pour répondre aux mensonges qui avaient pu être dits.

Quels types de mensonges ?

Des mensonges venus de Russie : j'ai été accusée d'avoir tué deux journalistes, par haine des Russes, parce que les Ukrainiens les haïssent selon eux. Mon livre est interdit là-bas d'ailleurs. Mais il y a eu des mensonges en Ukraine aussi. Les propos pouvaient paraître flatteurs. Mais j'étais devenue un symbole utilisé dans le combat contre la Russie. J'ai donc voulu décrire qui j'étais vraiment : une personne simple qui a connu des difficultés.

À bientôt quatre ans du référendum d'autodétermination en Crimée, qu'en est-il de la situation en Ukraine ?

Même s'il n'y a plus de combats violents pour le moment, la guerre continue, et elle épuise le peuple et fragilise l'économie du pays. Il y a toujours des persécutions très violentes à l'encontre de ceux qui manifestent contre la Russie en Cri-

mée. La situation au Donbass est très dure, il y a des prisonniers, des disparitions, les habitants doivent obéir aux règles russes, utiliser la monnaie de l'ennemi.

On vous a justement reproché de vous être rapprochée des chefs d'État des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (RPD et RPL), au point de vous accuser d'être à la manœuvre pour Poutine.

Je suis consciente d'avoir été beaucoup critiquée en Ukraine pour avoir eu des contacts avec ces représentants. Mais je continue mon travail pour faire libérer les prisonniers. Et le résultat, c'est que des prisonniers ont été libérés. L'Ukraine en a repris 74, les Russes 234. Aujourd'hui, nous voulons encore récupérer 20 prisonniers militaires, ainsi qu'une centaine de civils prisonniers politiques, et une soixantaine arrêtés sur le territoire Russe.

Dans deux semaines, la Russie élira son président. Le résultat ne fait guère de doute...

La Russie n'aura pas la chance de changer de président, et Poutine va continuer de parler de paix en faisant la guerre, poursuivant son jeu cynique et dangereux. L'Ukraine le sait, mais les pays européens doivent en avoir conscience : la Russie est et restera un pays dangereux,

même si évidemment des négociations entre pays sont toujours nécessaires. **Vous êtes farouchement opposée au président ukrainien, Petro Porochenko, impliqué dans des scandales de corruption, tout**

comme l'est l'ex-président géorgien Mikheil Saakachvili, expulsé en Pologne. Comptez-vous vous allier à ce dernier ?

Je reste effectivement fermement opposée au président Porochenko, il n'est pas possible d'en être autrement. Il ne s'est pas comporté de manière honnête, ni avec Mikheil Saakachvili ni avec les Ukrainiens. Il a accordé la nationalité ukrainienne à Saakachvili en dépit de la loi (NDLR : qui exige d'habiter cinq ans sur le territoire avant de faire une demande de naturalisation), pour ensuite la lui retirer. J'avais des contacts avec Saakachvili lorsqu'il était en Ukraine. Nous avons la même volonté de lutter contre la corruption, mais nous divergeons sur la méthode. Saakachvili reste



Photo : Alain Rischard

Nadia Savtchenko se présentera à la prochaine élection présidentielle en Ukraine, fixée en mars 2019.

persuadé que le peuple ukrainien est prêt à mourir pour ses idéaux, comme il l'a fait lors de l'Euromaidan (NDLR : manifestations pro-européennes marquées de fortes violences qui ont abouti à la destitution du président Ianoukovitch en 2014). Il veut organiser des manifestations soi-disant pacifiques, mais c'est faux, car il a personnellement vu des citoyens être battus place Maïdan, et prétend aujourd'hui que personne n'a souffert. Moi je suis convaincue que ce sont les politiciens qui doivent être prêts à mourir.

Comment comptez-vous mener la lutte contre la corruption endémique en Ukraine ?

J'aime bien les méthodes chinoises ! L'état de corruption en Ukraine

est très compliqué. Ceux qui sont au pouvoir essaient à chaque fois de la combattre par le bas. Je pense personnellement qu'il faut être très violent envers la corruption au sommet du pouvoir, infliger des sanctions très sévères. Il faut aussi une refonte complète du système politique, afin de bien séparer les différentes branches du pouvoir. Et enfin décentraliser, ce qui facilitera la lutte et offrira plus de liberté aux Ukrainiens.

Les Ukrainiens souhaitent-ils toujours intégrer l'Europe ?

Il y a beaucoup de choses à faire avant de songer à intégrer l'Europe. Les Ukrainiens le savent. De plus, nous avons une autre conception de l'Europe que les Européens, pour qui il s'agit de principes de vie. Pour le peuple ukrainien, Europe est sy-

nonyme de niveau de vie plus élevé et sécurité sociale plus développée.

Je pense que l'exemple suisse correspondrait plus à l'Ukraine, qui doit garder son statut de pays neutre au niveau militaire pour ne pas risquer d'aggraver les divergences avec la Russie. D'un point de vue économique également, le pays ne doit pas être tourné uniquement vers l'Europe, mais profiter des avantages de sa situation géopolitique, en créant des partenariats économiques avec les pays baltes et l'Asie mineure.

Comptez-vous vous présenter à l'élection présidentielle de 2019 ?

À condition que je sois encore en vie ! Plus sérieusement oui, je vais me présenter, ne serait-ce que par conscience militaire. Car si ce n'est pas moi, qui le fera ?

Een neit Kannerbuch bei PHI

Du bass sou schrecklech schéin

De Gregor ass e kleng Monster, schrecklech staark, gräisslech haart a fuerchtbar séier – awer ass hien och e schéine Monster?

De Gregor geet bei seng Mamma, säi Pappa an all déi aner, déi e gären huet. Déi knuddelen an drécken a kessen de Gregor – well huet hien net dee speckegste Bauch, déi réffegst Haut an déi mëfflegst Kéisféiss, déi sech ee Monster nëmme wënche kann?

Dëst ass ee Buch iwwert Ee-gär-hunn a Genau-richteg-sinn – fir all grouss a kleng Monsterkanner.



16€

La «guerre du gaz» reprend

UKRAINE Les livraisons de gaz russe vers l'Ukraine ne reprendront pas, a annoncé Gazprom vendredi.

L'Ukraine a demandé vendredi à ses habitants de baisser le chauffage, à ses écoles de rester fermées et aux usines de réduire leur cadence après le refus de la Russie de reprendre ses livraisons de gaz, qui inquiète les Européens en pleine vague de froid. Cela fait plus de deux ans que l'Ukraine se passe de ces ressources russes, mais cette énième «guerre du gaz» a pris Kiev par surprise. Elle tombe en effet au moment où un tribunal international a mis fin à des années de litige, ce qui devait permettre aux livraisons d'être rétablies dès jeudi, à des conditions plus favorables pour l'Ukraine. Mais ce jugement a provoqué la colère du groupe gazier russe Gazprom, qui a remboursé à l'opérateur ukrainien Naftogaz l'avance reçue, refusant au dernier moment de reprendre ses livraisons et ajoutant vendredi vouloir purement et simplement rompre son contrat avec Kiev, en vigueur jusqu'en 2019. Dénonçant une «pro-

vocation», le président ukrainien, Petro Porochenko, a ordonné aux établissements publics de «réduire dans la mesure du possible la température». «Je demande à nos concitoyens de baisser le chauffage d'un degré ou d'éviter au maximum les déperditions de chaleur dans les immeubles», a-t-il poursuivi. «Grâce à notre cohésion, Gazprom et le Kremlin ne pourront pas faire de chantage à l'Ukraine», a-t-il ajouté. Devant les députés, le ministre ukrainien de l'Énergie, Igor Nassalikh, a demandé aux écoles et aux universités de fermer jusqu'au 6 mars, le temps que les températures actuellement très basses remontent. Il a appelé les entreprises à ralentir leur activité pour consommer moins d'énergie et à privilégier le recours au mazout plutôt qu'au gaz. Pour compenser l'absence de gaz russe, l'Ukraine a signé d'urgence un contrat de livraison avec le groupe polonais PGNiG.